

importance et l'appui que nous allons lui apporter, n'est qu'un pas minuscule vers les mesures à prendre pour protéger les consommateurs canadiens et pour réduire le coût des médicaments. A l'époque des voyages aériens dont le gouvernement profite à juste titre, je demande instamment aux ministres concernés d'aller voir leurs homologues des autres pays, c'est-à-dire, ici, les États-Unis et peut-être la Grande-Bretagne, pour les consulter sur les moyens de régler les situations créées par ces cartels, car il est évident que ces cartels échappent à l'emprise de chacun de ces pays.

Je crois également qu'il y a des pays plus engagés que le Canada sur la route qui mène au contrôle des médicaments. Nous avons évidemment entendu parler de la Suède. J'espère que la Suède n'est pas un mot tabou à la Chambre, car certains députés se sont opposés à ce qu'on parle de la Suède. Mes confrères me signalent que nous ferions bien de ne pas en faire un mot tabou. Pourquoi qu'il en soit, la Suède a annoncé son intention de nationaliser l'industrie des médicaments, car on estime qu'il n'y a pas d'autre moyen de contrôler le prix des médicaments. Je me suis laissé dire par plus d'un que le Japon avait tenté de trouver le moyen de contrôler l'industrie des médicaments. Je ne doute pas que certains membres du gouvernement, dont j'espère le ministre de la Consommation et des Corporations et le ministre de la Justice, visitent l'année prochaine l'exposition au Japon et qu'ils se fassent un devoir d'examiner ce qu'on y fait pour protéger les consommateurs en ce qui concerne les médicaments. En effet, je crois que, tôt ou tard, nous devons établir un contrôle international de ces cartels et de l'industrie des médicaments. Peut-être faudrait-il commencer par recourir à l'O.C.D.E. et éventuellement à l'Organisation mondiale de la santé, aux Nations Unies. C'est ce qu'a suggéré l'automne dernier, à une réunion à Genève, une personnalité qui n'était rien moins que M. Karl Evang, directeur général des services de santé en Norvège. Il estimait que l'Organisation mondiale de la santé serait la mieux choisie pour permettre aux divers pays d'en arriver à un accord et de trouver les voies et les moyens de s'occuper des cartels internationaux. Ce n'est pas une idée impossible à réaliser. L'Organisation mondiale de la santé s'occupe déjà d'un grand nombre de questions relatives à la santé et au bien-être social ainsi que de diverses autres questions qui sont un sujet de préoccupation pour les pays du monde entier. Il est plus que temps que le gouvernement songe à prendre des mesures de ce genre.

[M<sup>me</sup> MacInnis.]

• (9.30 p.m.)

**L'hon. M. Basford:** L'honorable représentante me permettrait-elle de lui poser une question? Sait-elle que M. David Henry, directeur des recherches aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions et président d'un groupe d'étude de l'OECD, a assisté juste avant Noël à Paris à une réunion relative à la coopération internationale dans le domaine des coalitions? L'honorable représentante a peut-être aussi noté les remarques du secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Gendron) alors que, vendredi dernier, il a attiré l'attention sur les travaux accomplis par son ministère sur une base internationale en vue de mettre au point des normes d'innocuité et de contrôle.

**Mme MacInnis:** Je suis ravie de l'apprendre et j'espère que M. Henry s'occupera aussi de l'industrie des produits pharmaceutiques. Si le ministère est de cet avis je suis plus que jamais convaincue que nous devrions prendre des initiatives du genre de celles que je viens d'indiquer. Nous devons envisager la possibilité d'une nouvelle organisation virtuellement dangereuse.

L'été dernier, un nouveau grand cartel a été constitué à Stockholm—la Fédération internationale des associations de fabricants de produits pharmaceutiques. C'est une organisation groupant les fabricants de tels produits de tous les pays du monde. Je suis certaine que toute une clique de sages-femmes étaient présentes, mais parmi elles, il y avait notre vieil ami le docteur William Wigle, président de la Pharmaceutical Association of Canada. Il s'agit de ce même docteur Wigle, ami des Canadiens, qui lors des audiences du comité sur le prix des médicaments, combattait avec un tel acharnement toutes les propositions visant à abaisser le prix de détail des médicaments. Donc si notre ami, le docteur Wigle, est sur le sentier de la guerre et qu'il a mobilisé tous les fabricants de produits pharmaceutiques du monde entier pour faire de la résistance en cas d'une intervention éventuelle des gouvernements, je suis, bien entendu, ravie d'entendre que le gouvernement canadien dresse des plans en conséquence. Il sera très difficile de venir à bout des cohortes d'un docteur Wigle. Elles agissent rapidement et nous savons qu'aujourd'hui il faut qu'elles agissent rapidement, car nos compatriotes en ont assez du prix élevé des médicaments.

Les députés à ma droite ne m'ont pas beaucoup impressionnée en affirmant que la libéralisation de l'importation des produits pharmaceutiques entraînerait des dangers pour les